


(98)

| | | |
|--|---|---|
|  | DEPARTEMENT DU GARD COMMUNE DE LA GRAND'COMBE |  |
| | DECLARATION DE PROJET ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LA ZONE NPH DU GRAND'BAUME | |
| PROCES VERBAL DE LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT AVEC LES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LA ZONE NPH DU GRAND'BAUME TENUE EN DATE DU 26 SEPTEMBRE 2017 | | |

Etaient présents :

| | |
|-----------------------------|---|
| M. Joseph PEREZ | 1 ^{er} Adjoint au Maire de la GRAND'COMBE |
| Monsieur Jean-Jacques VIALA | Urbanisme GRAND'COMBE |
| M. René DOUSSIERE | Maire de PORTES |
| M. Jean-Michel RIEUTORD | DDTM 30 - SATC |
| Mme Béatrice RALLET | DDTM 30 - SATC |
| Mme Laure PROMAYON | Conseil Départemental 30 - Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat |
| M. Serge CABANIS | Habitat du Gard |
| Mme Dominique SIMIEN | ORGECO |

Sont convoqués et excusés L'ensemble des Personnes Publiques Associées ont été convoquées, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Gard est excusée.

M. Alban VERNASSAUD Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gard Excusé

M. Pierre CASTEL DREAL Occitanie - Unité Interdépartementale Gard-Lozère

M. Renée CAVALLIER Chambre d'Agriculture du Gard

M. Léo LEBRUN ARS
Néolia

Mme Pascale EUGENE Communauté d'Agglomération du Grand Alès

M. Max ROUSTAN Ville d'Alès

Mme Nancy GOREMAN Ville d'Alès

Mme Carol COMSEN Ville d'Alès

Monsieur le Maire Commune de Laval Pradel

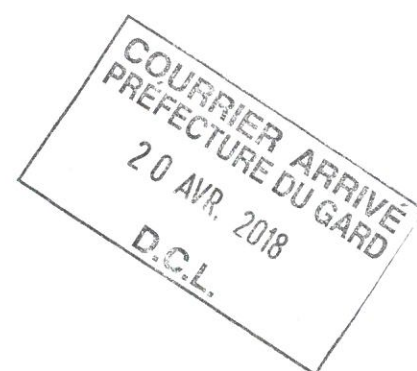
Monsieur le Maire Commune de Brancoux-les-Taillasses

Monsieur le Maire Commune de Sainte-Géline-d'Andorge

Monsieur le Maire Commune des Salles-du-Gardon

Monsieur le Président Communauté de communes Gausse-Aigoual-Governes

Monsieur le Président Communauté de communes du Piémont-Cavensol



| | |
|-----------------------|--|
| Monsieur le Président | Communauté de communes Cèze-Cévennes |
| Monsieur le Président | Communauté de communes du Pays d'Anduze |
| Monsieur le Président | Syndicat Mixte Leins-Gardonnique |
| Monsieur le Président | Communauté de communes Cévennes Garrigue |
| Monsieur le Directeur | Parc national des Cévennes |

Monsieur VIALA : indique que la Chambre des Métiers et d'Artisanat du Gard est excusée et qu'elle a indiqué qu'elle n'a pas d'observation sur le dossier.

Orgeco :

Présentation de la déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU sur la zone Nph du Grand'Baume afin de permettre la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol (voir diaporama joint)

Le projet consiste en la création d'une centrale photovoltaïque au sol sur le secteur de Grand'Baume situé à l'Est du territoire communal. Ce projet est soutenu par la commune de la Grand'Combe qui considère qu'il est de l'intérêt général de la ville de soutenir la réalisation de la centrale photovoltaïque au sol sur l'ancienne découverte du « Grand Baume » qui s'inscrit dans le droit fil de la COP21, et par laquelle la commune prend part aux objectifs nationaux de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre de la nouvelle Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV).

Le projet d'aménagement du parc photovoltaïque se situe dans un territoire très faiblement urbanisé et entouré d'une végétation arborée. Le site est actuellement à l'état de friche et le relief a totalement été remanié par l'activité humaine par le passé.

Le site a été retenu car il présente un contexte favorable. En effet, il se situe au niveau de la halde minière de Grand-Baume qui présente de nombreux avantages : site anthropisé, ensoleillement favorable, paysage adapté, accessibilité aisée, éloignement des zones urbanisées, raccordement électrique intéressant ... De plus, le projet est en adéquation avec les politiques locales : SRCAE, SCOT « Pays de Cévennes », PLU en vigueur.

Le projet prévoit l'aménagement de plateformes qui épousent la topographie du site en évitant les haldes minières pour préserver la biodiversité et limiter l'impact paysager. Le projet permettra la production de 6600MWh par an soit l'équivalent de la consommation d'environ 2 500 foyers moyens français.

Prise en compte des risques

Le projet prend en compte les risques et les contraintes de mouvement de terrain présents sur commune et identifiés dans le PAC « risque miniers » du 22 mai 2012. En effet, le projet se situant sur l'ancienne halde minière, le secteur est soumis à :

- Des aléas de niveau moyen à faible concernant l'effondrement localisé,
- Des aléas de niveau moyen pour le ravinement,
- Des aléas de niveau faible pour le tassement.

Concernant les aléas affaissement, glissement et combustion le niveau d'aléa est nul. Toutefois l'ensemble des risques ont été pris en compte et des mesures associées au projet seront mises en œuvre pour réduire l'impact de ce dernier et de ne pas aggraver les risques sur le secteur.

Dans le cadre du projet de centrale photovoltaïque, une étude complémentaire sur les aléas a été réalisée par MICA Environnement. Cette étude avait pour objectifs de préciser au droit du projet de parc solaire les conclusions du rapport GEODERIS sur lequel est basé le Porter à Connaissance du 22.05.2012. Cette étude a conclu à :

- Des aléas de niveau faible concernant l'effondrement localisé,
- Des aléas de niveau moyen pour le ravinement,
- Des aléas de niveau faible pour le tassement
- Des aléas de niveau faible pour la combustion,
- Des aléas de niveau nul pour le glissement.

Concernant le risque inondation, la commune est concernée par la PPRI du Grand d'Alès. Toutefois, mais le secteur du Grand-Baume ne présente pas d'aléa. Cependant, un cours d'eau identifié dans le PLU avait fait l'objet de prescriptions réglementaires de recul (zone non aedificandi). Ces prescriptions ne sont plus d'actualité car le ruisseau a été canalisé sur le secteur dans le cadre des travaux de réaménagement du site à la fermeture de l'exploitation minière.

Dans le cadre du projet de centrale photovoltaïque, des aménagements seront réalisés pour lutter contre l'érosion et le ravinement sur le secteur.

Le projet de centrale photovoltaïque prend en compte également, l'aléa feu de forêt présent à l'Est du secteur d'étude. La partie la plus exposée au risque sera exclue de la future zone Nph. De plus, des mesures permettant l'intervention rapides des engins du SDIS seront mises en place.

Environnement

Bien que situé à proximité de sites présentant des richesses environnementales et écologiques, le secteur concerné par le projet ne présente pas les conditions propices aux espèces floristiques et faunistiques abritées par les sites Natura 2000 (paysage ouvert et anthropisé et aucun cours d'eau ne traverse le secteur).

Toutefois, le projet prévoit des mesures permettant de réduire l'impact de la réalisation de la centrale photovoltaïque sur le milieu naturel.

Paysage

Au niveau paysager, le projet génère peu d'impacts visuels éloignés et rapprochés car il est occulté par des écrans visuels successifs (relief et végétation).

L'impact des installations pourra être considéré comme très faible d'un point de vue paysager.

De plus, une analyse de l'impact du projet vis-à-vis des monuments historiques situés à proximité révèle que les covisibilités sont très restreintes voire inexistantes en raison des reliefs pour les monuments situés dans l'aire d'étude rapprochée et éloignée : le Puits Ricard, le Château de Portes et l'église Saint-Pierre de Blannaves, et le site paléontologique de Champclauson.

Mise en compatibilité du PLU

La mise en compatibilité du PLU consistera à modifier :

- Le périmètre du secteur Nph actuel (STECAL) en le réduisant au profit de la zone naturelle (N). La zone Nph sera réduite de 8ha au profit de la zone N ;
- Modifier l'article 11 du règlement du secteur Nph concernant la réglementation des clôtures ;
- Corriger une erreur matérielle concernant la zone non aedificandi de 10m de part et d'autre du cours d'eau sera corrigée, car aucun cours d'eau ne traversant actuellement le site ; afin de permettre la réalisation de la centrale photovoltaïque au sol, équipement d'intérêt général.

Rappel des consultations et saisines faites dans le cadre du projet

Le projet a été soumis à l'avis de la CDNPS dans le cadre d'un dossier de demande de dérogation au titre de la « Loi Montagne », celle-ci a émis un avis favorable en date du 17 juillet 2017.

Le dossier sera également soumis à l'avis de la CDPENAF en date du 28 septembre 2017.

Suite à sa saisine dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas, l'autorité environnementale a émis une dispense d'évaluation environnementale pour le projet par décision du 11 août 2017.

Débat d'examen conjoint

Monsieur RIEUTORD précise que le projet a eu l'avis favorable de la CDNPS et s'inscrit bien dans le cadre de la localisation préférentielle de ce type d'installation sur des sites déjà anthropisés (anciennes carrières, décharges, sols pollués, stériles,) -Il indique que la DREAL doit être consultée sur la question des risques miniers, et en particulier sur les résultats de l'étude MICA Environnement.

Monsieur VIALA indique que la DREAL a été destinataire du dossier (Monsieur CASTEL) et que la commune est dans l'attente de son avis qui sera porté, au dossier d'enquête publique et remis au commissaire Enquêteur.

Monsieur PEREZ indique que le projet est porté depuis de nombreuses années par la collectivité (2005) et que le terrain concerné s'inscrit dans la demande de l'Etat de favoriser ce type d'implantation dans les friches industrielles ce qui est le cas sur le site du Grand 'Baume qui est une ancienne découverte minière.

Mme RALLET demande que la référence au passage en commission des sites qui conditionne la mise en œuvre de l'installation de panneaux photovoltaïques soit supprimée dans le rapport de présentation et au règlement de la zone NPh, car ce n'est plus d'actualité vu la présentation de la zone NPh en CDNPS.

Orgeco indique que cet oubli sera corrigé et supprimera la mention qui conditionne la mise en œuvre de l'installation de panneaux photovoltaïques au passage en CDNPS au rapport et au règlement, ce qui sera mentionné au registre d'enquête publique et signalé au commissaire enquêteur au premier jour de l'enquête publique.

Mme PROMAYON demande que dans le cadre du projet soit bien précisés les accès sur la départementale de façon à prendre en compte la sortie des véhicules.